

Pourquoi le baril est entré dans une longue période de stabilité

La réunion de l'OPEP qui va se tenir le 27 novembre est-elle un événement? On en doute évidemment à l'observation de l'évolution des cours du baril de pétrole, qui cherchent seulement une stabilisation autour de 80 dollars, ce qui marque tout de même une baisse de plus de 22 % en trois mois et près de 30 % depuis le début de l'année. La réunion des producteurs menée par l'Arabie Saoudite ne semble plus l'élément déterminant des données de l'énergie qu'elle a longtemps été.

L'OPEP n'exerce plus son chantage de long terme

Que représente l'OPEP? Avec près de 37 millions de baril/jour (dont 6,5 millions sous forme de gaz liquide), l'organisation pèse un peu moins de 40 % de l'offre mondiale de pétrole. C'est beaucoup, mais insuffisant pour fixer de façon autoritaire le prix de l'or noir. En dehors des émirats et de l'Arabie Saoudite (et de l'Iran), des poids lourds de l'OPEP ont un besoin cruel de devises: l'Algérie et le Venezuela, mais aussi l'Angola, l'Irak, le Nigeria,... Les termes politiques sur lesquels est assise la puissance de la structure tiennent cependant aux réserves trouvées qui représenteraient plus de 78 % de celle de la planète.

Le chantage de long terme n'est plus efficace pour imposer au monde une taxe à la croissance du niveau des 150 \$ par baril atteints en 2008 après le pic de croissance chinoise. Pas même de la fourchette 100/120 \$ qui a tenu jusqu'à la fin de cet été.

Evidemment, la pression sur le marché vient aussi des producteurs «fragiles» en-dehors de l'OPEP et en premier lieu la Russie, premier producteur mondial devant les Etats-Unis (qui devraient la dépasser en 2015). Mais les facteurs de fixation des prix du pétrole ne se limitent pas à la vente «à tout prix» qui s'impose aux pays basés sur l'économie de rente.

Une croissance mondiale moins forte et moins gourmande en énergie

Le reflux des cours est d'abord le reflet d'une croissance mondiale qui, à la fois, s'est infléchie et a changé de profil. Les anticipations pour cette année et l'année prochaine ne dépassent sensiblement 3 % que dans des analyses assez volontaristes. On est en tout état de cause 1 % à 1,5 % au-dessous des années ayant précédé la crise de 2007. Plus important encore pour les cours de l'énergie, les contributeurs à la croissance ont évolué, les Etats-Unis tirant la tendance (avec un taux proche du niveau moyen mondial) et les pays émergents, dont la croissance est nettement plus consommatrice, devant se contenter, selon le Fonds Monétaire International, de taux d'expansion moyens compris entre 4,5 % et 5,5 %. En Chine même, on se rapproche progressivement de 6 %.

On peut même aller plus loin dans un profil de croissance mondiale moins gourmand en énergie. Le sommet du G20 de Brisbane a pris un engagement certes symbolique, mais a annoncé «une action forte pour faire face au changement climatique.» On est

évidemment dans le discours convenu quand le premier objectif de la gouvernance mondiale est de favoriser la croissance. Mais le geste chinois du sommet de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC) de Pékin qui a précédé le G20, d'annoncer un plafonnement de ses émissions à effet de serre à partir de 2030 donne tout de même une direction.

La révolution, c'est le pétrole «non conventionnel»

On retiendra aussi du sommet de l'APEC l'affirmation d'un nouveau front commun Chine-Russie qui s'est en quelque sorte imposé face à la stratégie américaine en Ukraine. Les leaders des deux empires ont présenté les aspects économiques de leur «alliance du futur» autour de la fourniture de pétrole russe et d'une gestion commune du rouble et du yuan. Ce qui peut constituer -à terme- un facteur de stabilisation des prix du pétrole, mais pas celui d'un rebond à une échéance visible.

Car le grand bouleversement des données de l'offre et de la demande, c'est la montée en puissance de l'énergie non conventionnelle- gaz et pétrole de sable ou schiste. Les Etats-Unis produisent plus de 3,9 millions de barils de pétrole non conventionnel, ce qui représente près de 45 % de leur production totale, et la production de gaz de schiste - quand il n'est pas transformé en pétrole - permet à l'industrie américaine (et à la canadienne) d'avoir un accès à l'énergie à un niveau inférieur de 75 % à celui du pétrole ... et du gaz conventionnel consommé en Europe. Le gaz non transformé en pétrole est en effet commercialisé sur une base qui fait ressortir le coût équivalent pétrole à un baril à 20\$. Cette nouvelle donne ne sera pas éternelle et certains experts pronostiquent pour 2020 un palier dans la production américaine des hydrocarbures non conventionnels. Dans le même temps cependant, d'autres grands acteurs et en premier la Chine et la Russie seront entrés dans ce jeu, pour des quantités peut-être plus élevées encore.

L'intérêt commun des majors et de l'Arabie Saoudite et la souplesse d'adaptation de la production des schistes

Pour autant, ce n'est pas seulement l'afflux de ces nouvelles sources qui explique la baisse des cours du pétrole et qui pourrait la rendre durable. C'est aussi la gestion et, puisqu'on parle de pétrole, la gestion politique. En effet, les grands pays producteurs - et en premier lieu l'Arabie Saoudite et le Koweït- et les majors pétrolières sont à la manœuvre. Dans les termes nouveaux de la guerre de l'énergie, ils ont un intérêt de long terme qui est commun: un prix du baril durablement faible permet aux producteurs de pétrole «conventionnel» de maintenir et même de gagner des parts de marché par rapport au schiste et au sable. Le point pivot de l'exploitation du gaz de schiste pour une transformation en pétrole se situerait dans une zone 75/785 \$. Ce n'est donc pas un hasard de constater la stabilisation des cours mondiaux dans ces niveaux.

On peut même s'attendre à un prolongement assez long de cette situation. Les périodes de grandes fluctuations des cours du pétrole jouaient sur la mise en service de puits et la programmation de gros budgets de recherche dans les phases de cours élevés, puis sur la fermeture de puits peu rentables et un allègement des investissements quand les prix baissaient, avant que la pénurie n'inverse les choses, etc. Dès lors, la variable d'ajustement si les cours montaient, serait la mise en service quasi-instantanée de production de pétrole non conventionnel (d'autant que l'extraction de gaz, de schiste, rentable à 20\$ d'équivalent baril se poursuit), le reflux peut être rapide. On sort de la logique de cycles longs pour entrer dans celle de l'adaptation rapide.

C'est peut-être le plus gros des changements de cette nouvelle donne pétrolière: des cours durablement stables, dans une fourchette 75/85\$ pour le baril et de rares intrusions 5 à 10 % au-delà des bornes. Et les mois passés ont bien montré que les tensions géopolitiques n'ont plus les effets d'antan.